

e COMME ESS



ESS, UN SIGLE QUI APPARAÎT DE PLUS EN PLUS ;
ANCRAGE MILITANT POUR CERTAINS ET PAS
TOUJOURS REVENDIQUÉ PAR TOUS LES ACTEURS

DE LA COHÉSION SOCIALE.

TERME DEVENU COMMUN CES
DERNIÈRES ANNÉES QUI

CONTIENT POURTANT DES DÉBATS
ET DES RÉALITÉS COMPLEXES CAR

ASSOCIANT DES TERMES QUI NE VONT
PAS NÉCESSAIREMENT ENSEMBLE : « ÉCONOMIE

SOCIALE ET SOLIDAIRE ». OXYMORE ? ALTERNATIVE ?

COMPLÈMENT ?... À L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ ?

TÉMOIGNAGES ET REPÈRES SUR UNE ÉCONOMIE QUI SE VEUT D'ABORD
AU SERVICE DE L'HUMAIN.

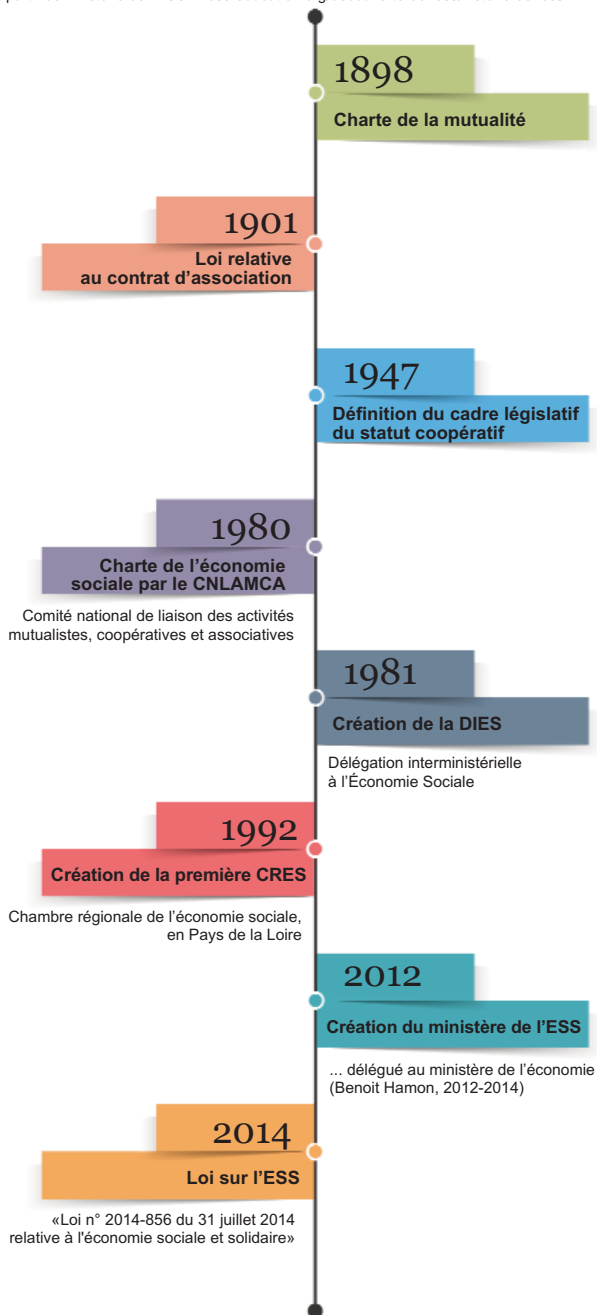


ABCfaire, n°5, E, 1er trimestre 2023



Une brève chronologie

Réalisée à partir de « Histoire de l'ESS » : ess-education.org/decouverte-de-less/histoire-de-less



REPÈRES

“Le secteur sanitaire et social est un poids lourd de l’ESS en Occitanie”

Les engagements de la CRESS

ENTRETIEN AVEC SARAH ROUSSEAU (Directrice de la CRESS Occitanie)

Quels sont les rôles, objectifs et moyens de la CRESS en Occitanie ?

La CRESS Occitanie regroupe un ensemble de réseaux coopératifs, mutualistes et associatifs qui se reconnaissent dans le concept d’ESS.

Elle a pour but de rassembler, défendre, promouvoir et représenter ses membres (associations, mutuelles, coopératives et syndicats d’employeurs) en favorisant l’émergence et le développement des structures du champ de l’ESS.

Aux termes de la loi relative à l’ESS (juillet 2014), les missions des CRESS sont officiellement fixées :

constituées des entreprises de l’Économie Sociale et Solidaire situées dans leur ressort et des organisations professionnelles régionales de celles-ci, les Chambres Régionales assurent 5 grandes missions :

- La représentation auprès des pouvoirs publics des intérêts de l’Économie Sociale et Solidaire
- L’appui à la création, au développement, et au maintien des entreprises de l’ESS
- L’appui à la formation des dirigeants et des salariés des entreprises de l’ESS
- La contribution à la collecte, à l’exploitation et à la mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l’ESS
- L’information des entreprises sur la dimension européenne de l’ESS.

Quelle part occupe les employeurs du médico-social au sein de l’ESS dans la région ?

En 2019, plus de 230 000 salariés travaillaient dans le secteur de l’ESS, soit 11,5% de l’emploi salarié en Occitanie ; dans plus de 21 000 structures de l’ESS (soit 10% d’employeurs en Occitanie). Ainsi, l’Occitanie est la 4ème région (sur 17) en termes de poids de l’ESS dans le total des emplois salariés (1). On y trouve 2 grands secteurs d’emploi qui concernent le médico-social :

- Action sociale (sans hébergement) : c’est le principal secteur employeur de l’ESS en région. Fin 2020, il comptait ainsi plus de 46 700 salariés (soit près de 27% du total, pour le périmètre couvert par l’URSSAF).
- Hébergement médico-social et social : Près de 980 emplois gagnés en un an, ce qui s’explique par le fait qu’il représente une part importante du total des effectifs de l’ESS régionale (25%, pour le périmètre couvert par l’URSSAF). À la fin de l’année 2020, il comptait ainsi un peu plus de 44 700 salariés.

ESS et Sanitaire/social vont-ils de pair ?

Économie Sociale ET Solidaire vont de pair : avec une histoire centrée sur la création de besoins non couverts, au plus proche des usagers, publics et collectifs, et non sur la quête du profit, il n’est pas étonnant que le secteur sanitaire et social soit un poids lourd dans l’ESS (avec environ 30% des effectifs de l’ESS, les chiffres de l’observatoire en cours de traitement l’affineront.)

Faut-il opposer l’ESS et l’économie de marché ? Ou sont-elles complémentaires ?

Il n’est jamais bon, dans un monde complexe, de jouer la binarité simpliste et d’opposer les choses. L’ESS n’est pas une économie en dehors de la société, ni marginale. À la CRESS, nous continuerons de porter collectivement une économie plus sociale et solidaire et de dénoncer les errances et drames générés par la sur-maximisation du profit, notamment dans le secteur sanitaire et social. Mais nous saurons, et savons déjà, jouer de coopérations quand elles sont vertueuses et de notre rôle d’exemplarité pour polliniser l’ensemble de l’économie.

Quelles ambitions a la CRESS pour le secteur sanitaire et social ?

Les ambitions qu’a la CRESS pour ce secteur sont déjà... celles qu’elle se donne !

Nous ne pouvons souhaiter que son développement serein, avec de bonnes conditions matérielles de travail, pour être au plus près des besoins du public, notamment de ceux et celles qui sont et seront le plus durement frappés par les crises que nous traversons et qui s’empilent (sanitaire, énergétique, écologique, économique). Nous savons quel rôle indispensable joue ce secteur et qu’il nous est collectivement précieux, avec une attention toute particulière à sa transition écologique.

À la CRESS, nous avons choisi de le voir non pas comme un risque, ce qu’elle est en partie, mais comme une opportunité de faire de nos structures des structures exemplaires. Nous faisons en sorte d’être au rendez-vous de ces défis en mettant l’accent sur nos missions liées à la transition écologique.

(1) Source : CRESS Occitanie / Observatoire régional de l’ESS, d’après INSEE Flores, 2019.

Zoom sur le DEESS

De la théorie à la pratique

Par la rédaction

« Dirigeant d'Entreprise de l'Économie Sociale et Solidaire » (DEESS) est la certification professionnelle de niveau 7 (bac+5) qui commence sa quatorzième promo en Occitanie en janvier 2023.

Depuis 2012, le titre DEESS a formé plus de 400 employés, cadres et dirigeants de l'ESS.

Pour y accéder, pas de prérequis de niveau de diplôme ; il suffit d'être en poste (dirigeant ou futur dirigeant, quel que soit le secteur d'activité) ou d'être un porteur de projet dans l'ESS.

Depuis 2017, cette certification est portée par FAIRE ESS, pour l'Occitanie mais aussi au niveau national dans 8 régions (Occitanie, PACA-Corse, Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Pays de la Loire, Centre Val de Loire, Hauts de France, Auvergne-Rhône-Alpes).

Le dispositif de formation a pour objectif le renforcement de la double compétence managériale alliant les capacités de gestion économiques et de rentabilité de l'entreprise, à des capacités de gestion démocratique et social.



Parmi ses 400 diplômés : Soraya Rahal (promo 12, DEESS Occitanie), directrice de l'IMEIF (Institut Méditerranéen d'Étude, d'Ingénierie et de Formation) >>>.

>>> Soraya Rahal créait l'IMEIF en 2011 pour spécialiser et adapter son action sur l'accompagnement des publics féminins, plus précisément des femmes du «quartier prioritaire» de la Mosson (Montpellier). L'équipe accompagne plus d'une centaine de femmes par an vers la qualification et l'emploi, qui peuvent cumuler différents freins : maîtrise de la langue, manque de qualification, mobilité, manque d'expérience professionnelle. Elle œuvre à l'émancipation des femmes, à travers leurs différents programmes :

- « Éthic et soins » préparant les participantes aux métiers du secteur sanitaire et social ;
- « Métiers à créer » qui s'appuie quant à lui sur les compétences des participantes en couture, dessin, broderie, crochet ou encore tricot, dans le but d'ouvrir leur horizon professionnel ;
- « Les ateliers sociolinguistiques à visée professionnelle (ASL) » s'inscrivant dans un parcours vers l'emploi ou la formation en soutenant le développement linguistique des participantes ;
- « Shake Mama », couveuse d'entreprise à but d'insertion dont l'objectif est d'accompagner les femmes des «quartiers prioritaires» de Montpellier désirant créer leur propre activité, notamment dans le secteur culinaire.

Fort de son passage au DEESS, Soraya Rahal, a mis au jour un nouveau Domaine d'activité stratégique (DAS) et finaliser le développement de Shake Mama. Elle a pu mobiliser des moyens financiers d'appui au développement stratégique.

Elle a pu prendre du recul par rapport à ses pratiques professionnelles, et a pu ainsi vérifier la pertinence de certaines pratiques, les arrêter ou les mettre à jour. Elle a pu acquérir une meilleure connaissance du secteur de l'ESS et de ses possibilités.

Plus d'infos : imeif.fr



S. Rahal (à droite), avec une médiatrice de l'équipe et des femmes accompagnées par l'IMEIF (lors du sommet Afrique France (le 08/11/2021 à Montpellier)

“ L’ESS s’illustre d’abord par ses territoires ”

ENTRETIEN AVEC MARIE MEUNIER-POLGE

Vice-Présidente de FAIRE ESS. A été cadre de santé et directrice d'EHPAD.
Élue durant 3 mandats au Conseil régional, en tant qu'élue déléguée à l'ESS

Comment définiriez-vous l'ESS ?

La rentabilité financière ne peut être le seul critère de développement économique, il est temps de replacer l'humain au centre du système. L'ESS est un facteur majeur de lien social en même temps qu'un facteur de développement économique parce que c'est une économie qui répond aux besoins d'un territoire et qui porte des valeurs nécessaires au mieux vivre de l'Homme.
J'aime à la définir par son rôle d'utilité sociale et comme une réponse à des besoins.

Je prends ainsi l'exemple des mutuelles. La première mutuelle est apparue à Montpellier en 1892, car il y avait un besoin de santé, un besoin de se soigner, tout simplement. Les gens ne se soignaient pas parce que ça coûtait cher. Des hommes et des femmes se sont réunis pour mettre en commun ce besoin et y trouver une solution ; il s'agissait alors de mutualiser des financements pour aider la population à se soigner. En répondant à des besoins humains, on a instauré un autre système économique, chose que l'on retrouve dans les coopératives, les SCICS...

Qu'est-ce qui vous a conduit à vous intéresser à l'ESS ?

L'ESS est apparu pour moi comme incontournable par mon parcours personnel, politique et syndical, et aussi professionnel puisque j'étais dans le médico-social (Directrice d'EHPAD notamment).
Quand j'ai été élue Conseillère régionale en 2004, la majorité politique d'alors a décidé de porter l'ESS, c'était une volonté politique forte. À l'époque, personne n'en parlait en ces termes. Cette même année, la gauche est arrivée aux responsabilités dans 20 Conseils régionaux sur 22. Dans une entente tacite inter-régions, on a œuvré pour que l'ESS soit un objectif politique car elle correspond à des valeurs et une vision des territoires. Il y a eu des déclinaisons dans les territoires, dans les départements, et jusque dans les communes.

Qu'entendez par « portage politique » ?

Cela émane d'une volonté politique des élus d'œuvrer dans le cadre de l'ESS, c'est-à-dire de la faire apparaître ou de lui donner les moyens d'exister,

de fonctionner sur les territoires.

L'ESS, ce sont les associations, les fondations, les coopératives, les mutuelles, les entreprises à lucrativité limitée... C'est 6,3 millions d'emplois salariés au niveau national.

Quel rôle de l'ESS au niveau national ?

Les actions sont locales, mais bien sûr le portage politique est aussi national, ce qui a permis d'instaurer des textes législatifs.

Grâce à la loi de 2014, l'ESS peut accéder aux mêmes besoins ou mêmes réponses que l'économie de marché. Elle peut aujourd'hui bénéficier de la même écoute et des mêmes moyens que l'économie conventionnelle.

À l'époque, Benoît Hamon (Ministre de l'ESS, 2012-2014) a élaboré cette loi avec les territoires. Nous avons été plusieurs élus - et de têtes de réseaux comme les CRESS - à travailler pour qu'elle soit reconnue comme une économie à part entière.

On observe même beaucoup moins d'échec dans l'ESS que dans l'économie conventionnelle. Quand il y a une crise, l'ESS est aussi en crise : bien sûr, elle fait partie de l'économie du pays. Mais l'impact est moindre cependant, on a remarqué que les entreprises de l'ESS s'en sortaient bien mieux que des entreprises classiques.

Voyez-vous une spécificité de l'ESS en Occitanie ?

L'Occitanie est riche par sa diversité : on va de l'élevage dans le Lot, au nucléaire au bord du Rhône. En Midi-Pyrénées, on a de grosses entreprises, coopératives en ESS, avec parfois plus de 1000 personnes qui y travaillent.

Au contraire, le tissu économique du Languedoc-Roussillon est constitué de toutes petites et moyennes entreprises : c'est très différent et c'est une richesse. L'ESS s'illustre d'abord par ses territoires. Notre région, pour l'ESS, prend aussi appui sur le secteur du médico-social : FAIRE ESS en est un des outils. On ne peut pas dissocier l'ESS des besoins de son territoire et de la formation des hommes et des femmes.

D'après vous, ESS et sanitaire et social vont-ils forcément ensemble ?

Oui c'est évident : par les valeurs et les objectifs de réponse à des besoins de formation qui portent en propre le lien social et la solidarité. L'Homme est au centre des préoccupations de formation, notamment aux métiers médico-sociaux qui se professionnalisent de plus en plus, notamment grâce à FAIRE ESS... Et d'ailleurs, parlez avec des acteurs de la formation : ils se sentent appartenir à l'Économie Sociale et Solidaire.

Tous ceux qui sont dans le sanitaire et social ne se considèrent pas forcément comme faisant partie de l'ESS ?

Effectivement ; ces personnes, ces sensibilités-là existent ; je pense que c'est plus une question de culture : ils ne se sentent pas obligatoirement appartenir au monde économique. Et on peut comprendre qu'une formation médico-sociale ne permette pas de voir l'enjeu économique, il faudra que cela change ! On va soutenir des personnes dans le cadre de leur formation pour qu'ils envisagent ensuite de rentrer dans le monde économique. On produit des services, on fait de l'économie. Mais parfois, je parlais dans le désert quand je disais aux associations qu'elles étaient dans le monde économique, c'était un mot mal vu car assimilé au profit et quand on se prépare à ces métiers, il ne peut y avoir de profits ! Je vais même vous dire que le mot « business » ne me fait pas peur ! On peut aussi en faire quelque chose de positif. C'est-à-dire qu'il s'agit bien aujourd'hui de faire travailler l'économie d'un pays, le faire avancer mais surtout avec des valeurs de gouvernance, des profits qui reviennent à l'entreprise et non aux actionnaires pas toujours méritants.

Comment imaginer l'ESS de demain ?

L'ESS de demain est déjà là, inclusive et humaniste, proche des gens et proche de l'économie. Et pour moi, ce n'est pas une économie de la réparation ! L'ESS n'est pas là pour réparer les méfaits du capitalisme. Elle aide la population, donne une autre vision des choses et apporte vraiment sa pierre à l'édifice économique du pays.

Côté éducation, quelle place pour l'ESS ?

Ma génération a beaucoup porté la question du développement durable : elle a fini par être enseignée dans les classes de première et de terminale. Il faudrait que ce soit au tour de l'ESS de rentrer par la grande porte de l'Éducation et qu'elle soit enseignée dans les classes économiques des lycées comme elle l'est déjà dans nos facultés.

Pour vous, comment mieux sensibiliser les jeunes à l'ESS ?

C'est à nous aujourd'hui d'initier des rencontres, des colloques, de faire venir le monde économique à nous, d'aller le chercher pour montrer comment on peut avancer ensemble et soutenir fortement les institutions qui la portent.

“ Quand il y a une crise (...) les entreprises de l'ESS s'en sortent bien mieux que les entreprises classiques ”

Pour terminer, quelles motivations vous ont poussé à rentrer au CA de FAIRE ESS ?

Présente au Conseil d'Administration pour représenter la Région Languedoc-Roussillon puis Occitanie, je suis familiarisée à FAIRE ESS depuis longtemps. Mon mandat d'élue achevé en 2021, on m'a proposé de rester au Conseil d'Administration autrement. J'ai été élue Vice-Présidente de FAIRE ESS, avec plaisir mais réserve aussi, consciente de cette responsabilité. Ma volonté au sein de ce Conseil d'administration est de travailler ensemble pour développer les formations, la pensée de l'ESS et ses atouts, et de capter les nouvelles idées, de nouvelles orientations qu'on pourrait mettre en place ensemble pour avancer pour le bien commun.

Qu'est-ce qu'on peut attendre de FAIRE ESS demain en tant qu'acteur de l'ESS ?

Avec FAIRE ESS on peut aller plus loin en tricotant (j'aime bien ce verbe !) des liens plus étroits avec le monde économique, celui de l'ESS aussi. Avec un monde économique qui partagerait nos valeurs, qui soit proche de ce que nous vivons, de nos difficultés, en plaçant l'utilité sociale au cœur de nos métiers...

“ Au milieu de cette tempête qui secoue le monde, submergé au même instant par des crises politiques, sociales et surtout écologiques sans précédent, je veux affirmer ma conviction que l'économie sociale et solidaire, plus qu'un ensemble d'entreprises et d'entrepreneurs, est un nouveau modèle de développement, peut-être le seul qui puisse encore sauver notre planète et les humains qui la peuplent. ”



**L'Économie sociale et solidaire.
Un nouveau modèle de développement
pour retrouver l'espoir**
Jean Gatel, Éditions Libre & Solidaire, 2020, 216 p.

Périodiques

« **Les enjeux hybrides de l'ESS** », Sociographe, hors-série 5 (2012)

Des concepts aux valeurs qui nourrissent l'économie sociale et solidaire, ce numéro donne la parole aux acteurs qui interviennent dans différentes familles de ce secteur. Si le constat est sans concession, il témoigne de la force d'innovation et de la nécessaire transmission d'un monde plus équitable où la morale et le politique, où les convictions et les responsabilités sont en mouvement.

« **Faire se rencontrer l'ESS et l'intervention sociale** », Sociographe, n°66 (2019)

Les formes et les pratiques inspirantes de l'ESS peuvent constituer un univers de sens et de discours pour renouveler le travail social, soutenir la transition entre le modèle « assistanciel » et le modèle d'empowerment.

« **Solidarité par les droits, solidarité par l'engagement** », Vie sociale, n°27 (2019)

La solidarité est à la base de la construction d'une société, à la fois un lien fraternel et valeur sociale. Mais actuellement la solidarité par le droit est questionnée du fait de dispositifs complexes et cloisonnés, de réponses fractionnées, d'accompagnements sociaux souvent redondants... Passer de la «solidarité de droit» à la «solidarité d'engagement» qui se manifeste sous différentes formes de «pratiques de réciprocité», de gouvernance collective. Cela rejoint l'économie sociale et solidaire, et montre une conjonction d'objectifs.

« **L'ESS : des opportunités à développer** », La Revue française de service social, n°274 (2019)

Sur les différentes formes prises par l'ESS et ses enjeux, son impact local. Avec l'accent mis sur le rôle du travailleur social, acteur d'un projet ou animateur, dans un cadre partenarial et porteur de valeurs ; sur la place de l'ESS dans le métier de travailleur social



Pour aller plus loin sur le sujet, ces documents, disponibles dans nos centres de ressources documentaires (CRD de Montpellier et Perpignan).



Vidéos

Captation vidéo du séminaire « ESS et travail social : de nouvelles convergences » co-organisé par CEDIAS et CNAM. En 2 parties avec les interventions de Michel Dreyfus, historien et directeur de recherche émérite.

ESS et travail social : de nouvelles convergences (1), 02/03/2017, 1h53 : <https://youtu.be/9OSdNpYGMJM>

Dans cette partie 1 Michel Dreyfus, retrace l'approche historique des liens entre l'économie sociale et solidaire et le travail social et Jean-Louis Laville propose de déconstruire les clichés entre le travail social et l'ESS.

ESS et travail social : de nouvelles convergences (2) 23/03/2017, 1h47mn / <https://youtu.be/FiRC3ATThI>

Dans cette seconde partie, Patricia Toucas revient quant à elle, sur les « frontières » originelles historiques entre l'économie sociale et le travail social, résultantes d'un passé désormais révolu du fait, selon Marcel Jaeger, de la participation des acteurs qui en a permis le rapprochement.

Web télé de l'UNIOPSS : 29 juin 2021 : « Quel avenir de l'ESS dans le monde d'après ? » (1h24mn)

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLcjcQSSWwJ0mW-H5dQaDCVb80luilBGqc> avec 3 extraits autonomes :

« ESS : une perspective pour le monde d'après ? » (35 mn)

« Quelle utilité sociale des acteurs de l'ESS ? » (25 mn)

« Quelle place de l'identité associative dans l'ESS ? » (23 mn)

Ouvrage

L'économie sociale et solidaire. Pratiques, théories, débats, par J.-L. Laville, Seuil (2016)

L'économie sociale et solidaire est-elle une « autre économie » ? À travers une réflexion sur la démocratie et l'économie, les histoires américaines et européennes de l'associationnisme, l'auteur retrace d'abord la genèse trop oubliée des pratiques contemporaines, il détaille ensuite les formes de leur regain actuel et il examine les débats théoriques entre les tenants du tiers secteur, de l'économie sociale et de l'économie solidaire.

Sitographie

www.ess-france.org

avec notamment son « panorama de l'ESS » (mai 2022). ESS France représente et promeut l'ESS et ses modèles auprès des pouvoirs publics et du grand public.

www.le-mes.org/

Mouvement pour l'économie solidaire (MES) promeut l'économie solidaire et favorise la coopération et la mise en réseau de ses acteurs.

www.lelabo-ess.org/

Le Labo de l'ESS est un think tank qui construit, par un travail collaboratif, des axes structurants de l'économie sociale et solidaire, à partir d'initiatives concrètes, innovantes et inspirantes issues des territoires.

www.udes.fr

Union des employeurs de l'ESS (UDES) qui regroupe 23 groupements et syndicats d'employeurs (associations, mutuelles, coopératives) et 16 branches et secteurs professionnels. Organisation multi-professionnelle de l'ESS, elle rassemble 80% des employeurs fédérés de l'ESS.

(C) ABCfaire. Un abécédaire du travail social.
Publication trimestrielle de l'association FAIRE ESS

Equipe de rédaction

Direction : Didier Vinches (Directeur de FAIRE ESS)

Coordination et conception graphique (*): Marc Trigueros

Collaboration : Assistante de direction associative et équipe des 2 CRD.

(* Support papier réalisé sur une idée originale de Eric Fottorino ("Le 1")

Imprimerie : JF Impression (Montpellier).

Version numérique téléchargeable sur site web (faire-ess.fr) ; version papier disponible sur demande.

E comme ESS (1ème trimestre 2023) : Pour ce n°, rédaction assistée de Philippe Pivert ; avec la collaboration de Emilié Nicol.
Les titres sont de la rédaction. La rédaction remercie l'ensemble des contributeurs.

Contact : ABCfaire : FAIRE ESS.

1011, rue du pont de Lavérune. CS70022. F-34077 Montpellier cedex 3
communication@faire-ess.fr / 04 67 07 02 27 / www.faire-ess.fr

Précédents numéros :
A comme «Aller vers» / B comme «Babillage(s)» /
C comme «Cadre» / D comme «DYS (troubles)»

